



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
des Territoires
Service Eau Environnement et Forêt
Tél : 04 88 17 85 91
Courriel : ddt-foret-dfci@vaucluse.gouv.fr

Avignon, Le 07 MAI 2020

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
abrogeant l'arrêté préfectoral du 15 avril 2020 interdisant
temporairement l'emploi du feu dans le département de
Vaucluse

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.220-1 et suivant relatifs à la préservation de la qualité de l'air ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1, L.2215-1, L.2215-3, L.2224-13 et L.2224-14 ;

VU le Code Forestier et notamment son titre III du livre 1^{er} relatif à la défense et la lutte contre les feux de forêt ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.541-1, L.541-2, L.541-8, relatifs à la gestion des déchets ;

VU le Code de la santé publique et notamment ses articles L.1311-1 et L.1311-2 ainsi que l'article L.3131-1 ;

VU le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment le titre V du livre II relatif à la protection des végétaux et les articles D.615-47 et D.681-5 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi 2020 -290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 4

VU le décret du 18 avril 2002 procédant à une classification des déchets et classant les "déchets de jardins et de parcs" dans la catégorie des déchets ménagers ;

VU le décret n° 2017-567 du 19 avril 2017 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU la circulaire DEVR1115467C du 18 novembre 2011 relative à l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts ;

VU l'article 84 du règlement sanitaire départemental mis à jour en 2006 ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 11 avril 2014 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère révisé de Vaucluse dit « PPA de l'agglomération d'Avignon » ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 2015 de mise en œuvre des mesures de police générale du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'unité urbaine d'Avignon révisé dit « PPA de l'agglomération d'Avignon » ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013030-0006 du 30 janvier 2013 réglementant l'emploi du feu dans le département de Vaucluse ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 février 2018 modifiant l'arrêté préfectoral n°2013030-0006 du 30 janvier 2013 réglementant l'emploi du feu dans le département de Vaucluse ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2020 interdisant temporairement l'emploi du feu ;

CONSIDÉRANT la situation météorologique et notamment les pluies intervenues entre le 28 avril et le 3 mai ;

CONSIDÉRANT que l'article L.2215-1-3° du code général des collectivités territoriales permet au préfet, dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière de sécurité publique, tranquillité publique et salubrité publique, d'édicter des mesures réglementaires ;

Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral en date du 15 avril 2020 interdisant temporairement l'emploi du feu dans le Vaucluse est abrogé.

En conséquence, l'usage du feu sur le département est autorisé dans les conditions définies par :

- l'arrêté préfectoral n°2013030-0006 du 30 janvier 2013 réglementant l'emploi du feu dans le département de Vaucluse, modifié par l'arrêté du 7 février 2018 ;
- l'arrêté préfectoral du 27 mai 2015 de mise en œuvre des mesures de police générale du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'unité urbaine d'Avignon révisé dit « PPA de l'agglomération d'Avignon ».

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Telerecours Citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 3 :

Le Secrétaire général de la préfecture, la Sous-préfète de l'arrondissement d'Apt, le Sous-préfet de l'arrondissement de Carpentras, le Directeur de Cabinet, le Directeur Départemental de la Protection des Populations, la Directrice Départementale des Territoires, le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de Vaucluse, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Directeur de l'Agence Bouches-du-Rhône-Vaucluse de l'Office National des Forêts, le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, les Maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture et affiché dans toutes les communes du département.

Le Préfet,

Bertrand GAUME

